

**JO N°50 DU 09 DECEMBRE 2004*****Décret n° 2004-524/PRES/PM/MTEJ du 23 novembre 2004 portant adoption des statuts de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).***

LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-204/PRES du 06 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2004-003/PRES/PM du 17 janvier 2004 portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;

VU la loi n° 11/92/ADP du 22 décembre 1992 portant Code du Travail ;

VU la Loi n° 039/98/AN du 30 juillet 1998 portant réglementation des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ;

VU la loi n°006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;

VU le décret N° 69-197/PRES/MFC du 19 septembre 1969 portant régime financier de la République de Haute Volta ;

VU le décret N° 99-051/PRES//MEF du 05 mars 1999 portant statut général des Etablissement Publics de l'Etat à caractère administratif ;

VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attribution des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2004-523/PRES/PM/MTEJ/MFB du 23 novembre 2004 portant création de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) ;

Sur rapport du Ministre du travail, de l'emploi et de la jeunesse ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 octobre 2004 ;

**DECRETE**

**Article 1** : Sont adoptés les statuts de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**Article 2** : Le présent décret abroge le décret n° 2000-254/PRES/PM/METSS du 16 juin 2000 portant statut, attributions et fonctionnement de l'Office national de la promotion de l'emploi.

**Article 3** : Le Ministre du travail, de l'emploi et de la jeunesse et le Ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou le 23 novembre 2004

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Paramanga Ernest YONLI**

Le Ministre des finances et du budget

**Jean Baptiste Marie Pascal COMPAORE**

Le Ministre du travail, de l'emploi  
et de la jeunesse

**Alain Ludovic TOU**

## **STATUTS DE L'ANPE**

### **Titre I : Dispositions Générales**

**Article 1 :** En application de l'article 3 de la Loi N° 039/98/AN du 30 Juillet 1998 portant réglementation des Etablissements Publics de l'Etat à caractère administratif, l'Agence Nationale pour l'Emploi en abrégé (ANPE) est un établissement public de l'Etat régi par les présentes dispositions.

**Article 2 :** L'organisation et le fonctionnement de l'ANPE sont régis par les présents statuts et les dispositions légales et réglementaires sur les établissements publics de l'Etat. A ce titre, l'ANPE bénéficie de la personnalité morale et des prérogatives de droits publics et est dotée d'un patrimoine et de moyens de gestion propres.

Le siège de l'ANPE est fixé à Ouagadougou.

**Article 3 :** L'ANPE, en tant que service public intervenant dans la gestion du marché de l'emploi, appuie le Ministère chargé de l'Emploi dans ses missions de mise en place d'un environnement favorable à la création d'emplois, de développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

A ce titre, l'ANPE est chargée :

- 1) de l'étude des problèmes relatifs à l'emploi, à l'apprentissage, à la formation et au perfectionnement professionnels ;
- 2) d'organiser un système interne d'intermédiation et d'information sur le marché de l'emploi ;
- 3) d'appuyer l'auto - emploi de certaines catégories de demandeurs d'emploi individuels ou associés en vue de contribuer à l'émergence de micro, petites et moyennes entreprises viables ;
- 4) d'initier et d'exécuter des programmes d'insertion socioprofessionnelle des jeunes par l'emploi ;
- 5) d'identifier les besoins et les possibilités d'apprentissage, de formation professionnelle et de perfectionnement et mettre en œuvre une politique d'orientation et d'information en direction des usagers ;
- 6) d'accroître l'offre de formation professionnelle et d'apprentissage par la rénovation, le renforcement des structures existantes et la création de nouvelles structures ainsi que la diversification des filières et opportunités de formation et de perfectionnement ;
- 7) d'organiser et de suivre les opérations de recrutement collectif de personnel pour son emploi hors du territoire national ;
- 8) de mettre en œuvre un mécanisme de suivi des travailleurs étrangers employés au Burkina Faso ;
- 9) de tenir une documentation de référence relative à l'emploi et à la formation professionnelle.

### **Chapitre I - De l'Administration**

#### **Section 1 - De la tutelle**

**Article 4 :** L'ANPE est placée sous la tutelle technique du Ministère chargé de l'Emploi.

**Article 5 :** Le Ministre de tutelle technique est chargé essentiellement de veiller à ce que l'activité de l'ANPE s'insère dans le cadre des objectifs fixés par le Gouvernement.

**Article 6 :** Le Ministère de tutelle financière est le Ministère chargé des finances. Il est chargé essentiellement de veiller à ce que les activités de l'ANPE s'insèrent dans le cadre de la politique financière du Gouvernement et à ce que sa gestion soit la plus simple et la plus efficace possible.

## **Section 2 - Du Conseil d'Administration (C.A)**

**Article 7 :** L'ANPE est administrée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Le Conseil d'Administration est composé de :

- \* deux (02) représentants du Ministère chargé de l'Emploi;
- \* un (01) représentant du Ministère des Finances;
- \* trois (03) représentants des organisations professionnelles d'employeurs ;
- \* trois (03) représentants des organisations syndicales des travailleurs dont un (01) délégué du personnel de l'Agence.

Le Directeur Général de l'Agence assiste avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration.

**Article 8 :** Assistent aux réunions du Conseil d'Administration de l'Agence en qualité d'observateurs, le Contrôleur Financier, l'Agent Comptable et un représentant du service de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, chargés de la gestion et du suivi du portefeuille de l'Etat.

**Article 9 :** Les représentants de l'Etat sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une seule fois sur proposition conjointe des Ministres de tutelle.

**Article 10 :** Les autres membres du Conseil d'administration sont désignés suivant les règles propres à chaque structure. Cette désignation est entérinée par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 11 :** Les Administrateurs ne peuvent pas déléguer leur mandat.

Cependant, ils peuvent au moyen d'une délégation de pouvoir, se faire représenter à une session du Conseil d'Administration par un autre Administrateur régulièrement nommé.

La délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée. Aucun Administrateur ne peut représenter plus d'un Administrateur à la fois.

**Article 12 :** Le Conseil d'Administration assure la haute responsabilité de l'administration de l'ANPE. Il est saisi de toutes les questions pouvant influencer la marche générale de l'établissement.

Il se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire pour arrêter les comptes de l'exercice clos et approuver le budget de l'exercice à venir. Il peut se réunir en session extraordinaire, soit sur convocation de son président, soit à la demande du tiers de ses membres chaque fois que l'intérêt de l'Agence l'exige.

Dans toutes ses réunions, le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou dûment représentés. Il est tenu une feuille de présence émarginée par les administrateurs présents ou leurs représentants dûment mandatés.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant

prépondérante en cas de partage égal des voix.

**Article 13 :** Dans toutes ses réunions, le Conseil d'Administration de l'ANPE délibère sur les principales questions touchant le fonctionnement et la gestion de l'Agence, notamment :

- \* il examine et approuve le budget, les conditions d'émission des emprunts et les comptes administratifs et de gestion ;
- \* il prend ou donne à bail tous biens meubles et immeubles ;
- \* il autorise le Directeur Général à contracter tout emprunt ;
- \* il approuve les procès-verbaux des commissions d'attribution des marchés selon un seuil qu'il aura fixé au préalable par une délibération ;
- \* il autorise les marchés programmés ;
- \* il autorise les marchés et les lettres de commande de gré à gré suivant un seuil défini par une délibération ;
- \* il autorise les avenants aux contrats par une délibération ;
- \* il transfère ou aliène toutes rentes ou valeurs. Il acquiert tous immeubles et droits immobiliers. Il consent tous gages, nantissements, hypothèques ou autres garanties ;
- \* il fixe les statuts des agents contractuels propres à l'Agence ;
- \* il fixe les émoluments du Directeur Général.

**Article 14 :** Responsable de la marche générale de l'Agence, le Conseil d'Administration peut proposer au Conseil des Ministres, par l'entremise du Ministre de tutelle technique, la révocation du Directeur Général si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute lourde de gestion.

**Article 15 :** Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par procès-verbaux inscrits sur un registre spécial signé et paraphé par le Président et le Secrétaire de séance.

**Article 16 :** Le Conseil d'Administration de l'ANPE peut déléguer ses pouvoirs à la Direction Générale, sauf dans les matières suivantes :

- \* examen et approbation du projet de budget, des conditions d'émission des emprunts et des comptes administratifs et de gestion ;
- \* acquisition, transfert et aliénation intéressant le patrimoine mobilier de l'Agence.

Outre les documents ci-dessous visés à l'article 24, le Président du Conseil d'Administration est tenu de transmettre à chaque Ministre de tutelle, pour observation dans un délai maximum d'un mois après chaque réunion du Conseil d'Administration, une copie du procès-verbal des délibérations.

**Article 17 :** Il est formellement interdit au Conseil d'Administration de l'Agence d'autoriser la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans le capital de sociétés créées ou en création.

**Article 18 :** Le Conseil d'Administration est responsable devant le Conseil des Ministres. Ses membres peuvent être révoqués pour juste motif notamment pour :

- \* absences répétées et non justifiées aux réunions du Conseil d'Administration ;
- \* non-tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- \* adoption de documents faux, inexacts ou falsifiés ;
- \* adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances de l'Agence ou contraires aux intérêts de celle-ci.

**Article 19 :** Le Président du Conseil d'Administration sera également démis de ses fonctions et dessaisi de son mandat d'administrateur en cas de non tenue des sessions ordinaires de l'année à moins qu'il n'établisse la preuve de sa diligence.

**Article 20 :** La révocation des administrateurs est prononcée par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle technique pour les fonctionnaires et sur avis des structures mandatées pour les autres.

**Article 21 :** Les membres du Conseil d'Administration de l'Agence sont rémunérés par des indemnités de fonction.

Le montant de ces indemnités de fonction est fixé par l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat.

### **Section 3 - De la Présidence du Conseil d'Administration**

**Article 22 :** Le Président du Conseil d'Administration de l'Agence est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'Emploi pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une seule fois.

**Article 23 :** La Présidence du Conseil d'Administration est tournante entre les administrateurs représentant l'Etat, ceux représentant les employeurs et ceux représentant les travailleurs. Le président est élu parmi les membres du Conseil d'Administration pour un mandat de trois (3) ans.

En cas d'empêchement du Président, celui-ci est remplacé par un administrateur appartenant à un groupe d'administrateurs autre que celui du Président empêché.

Un arrêté du Ministre chargé de l'Emploi, précisera les modalités de rotation de la présidence du Conseil d'Administration.

**Article 24 :** Dans le cadre de l'exercice de la tutelle, le Président du Conseil d'Administration de l'Agence est tenu d'adresser aux Ministres de tutelle :

1. dans les trois mois qui suivent le début de l'exercice

- \* les comptes prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- \* le programme de financement des investissements ;
- \* les conditions d'émission des emprunts.

2. dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice

- \* le compte de gestion ;
- \* le compte administratif ;
- \* un rapport annuel sur les difficultés rencontrées dans le fonctionnement de l'ANPE.

**Article 25 :** Dans un délai maximum d'un (1) mois après chaque séance de Conseil d'Administration, le Président du Conseil d'Administration est tenu d'adresser aux Ministres de tutelle, pour observations, une copie du procès verbal des délibérations.

Les délibérations du Conseil d'Administration deviennent exécutoires, soit par un avis de non-opposition des Ministres de tutelle, soit par l'expiration d'un délai de vingt et un (21) jours à partir de la date de dépôt desdites délibérations au Cabinet des Ministres.

En cas d'opposition, l'exécution de la délibération mise en cause est suspendue. Le Ministre ayant fait

opposition dispose d'un (01) mois à partir de la date d'opposition pour faire connaître sa décision finale. Passé ce délai, la délibération devient exécutoire.

Toutefois, les délibérations relatives à l'émission des emprunts et au placement des disponibilités ne peuvent devenir exécutoires qu'après approbation expresse du Ministre Chargé des Finances.

**Article 26 :** Le Président du Conseil d'Administration a obligation d'effectuer semestriellement un séjour d'au moins une (01) semaine à l'Agence. Les frais de missions sont pris en charge selon les dispositions internes propres à l'Agence et conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 27 :** Outre les obligations prévues aux articles 24 et 25 ci-dessus, le Président du Conseil d'Administration est tenu, au terme de son séjour visé à l'article 26 ci-dessus, d'adresser dans les quinze (15) jours qui suivent, un rapport aux Ministres de tutelle.

**Article 28 :** Ce rapport doit comporter entre autres, les informations suivantes :

1°)- La situation financière :

- \* l'état d'exécution des prévisions de recettes et de dépenses ;
- \* la situation de trésorerie.

2°)- **Les principales difficultés rencontrées** par l'Agence, notamment :

- \* les difficultés financières ;
- \* les problèmes de recouvrement des créances.

3°)- **Un aperçu sur la gestion** du personnel et les éventuels conflits sociaux.

4°)- **Les propositions** de solutions aux problèmes évoqués et les perspectives.

En cas de besoin, le Président du Conseil d'Administration peut être requis pour produire des rapports circonstanciés sur la gestion de l'Agence.

**Article 29 :** Le Président du Conseil d'Administration veille à la régularité et à la moralité de la gestion de l'Agence. A ce titre, il s'assure notamment :

- \* de la tenue régulière des Conseils d'Administration dans les normes réglementaires requises ;
- \* de la validité des mandats des Administrateurs ;
- \* de la transmission à la Cour des Comptes et dans les délais, des comptes administratif et de gestion de l'exercice écoulé.

**Article 30 :** Dans l'exercice de ses fonctions, le Président du Conseil d'Administration s'adresse directement aux Ministres de tutelle de l'Agence.

**Article 31 :** Le Président du Conseil d'Administration peut inviter aux réunions du Conseil, toute personne physique ou morale dont l'avis est susceptible d'éclairer les débats.

**Article 32 :** Outre les indemnités de fonction qu'il perçoit en sa qualité d'administrateur, le Président du Conseil d'Administration bénéficie également d'une indemnité forfaitaire mensuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat.

#### **Section 4 - De la Direction de l'ANPE**

##### **Paragraphe 1 - De la Direction Générale**

**Article 33 :** L'Agence est dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de la tutelle technique.

**Article 34 :** Le Directeur Général détient les pouvoirs pour agir au nom du Conseil d'Administration. Il a notamment les pouvoirs suivants :

- \* il est ordonnateur principal du budget de l'Agence ; les recettes et les dépenses de l'Agence sont prévues et évaluées dans un budget dont le projet est préparé et soumis par ses soins au Conseil d'Administration ;
- \* il assume en dernier ressort, la responsabilité de la direction technique, administrative et financière ou de toute autre direction de l'Agence Nationale pour l'Emploi qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et des usagers ;
- \* il prépare les délibérations du Conseil d'Administration et en exécute les décisions.
- \* il prend à cet effet toute initiative et, dans la limite de ses attributions toute décision ;
- \* il signe les actes concernant l'Agence. Toutefois, il peut donner à cet effet toute délégation nécessaire sous sa propre responsabilité ;
- \* il fixe, dans le cadre des tarifs généraux de cession des biens et services produits par l'Agence, les conditions particulières à consentir à chaque catégorie de clientèle, notamment les remises et les abattements éventuels ;
- \* il nomme, apprécie et révoque le personnel qu'il gère conformément à la réglementation en vigueur ;
- \* il prend, dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions normales, toute mesure conservatoire nécessaire, à charge pour lui d'en rendre compte au Président du Conseil d'Administration dans les plus brefs délais.

**Article 35 :** L'ANPE comprend des directions centrales, des directions régionales et des centres provinciaux de formation professionnelle.

L'organisation, les attributions et le fonctionnement des directions et services sont fixés par arrêté.

**Article 36 :** En tant qu'ordonnateur principal, le Directeur Général peut déléguer sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs. Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée à l'Agent Comptable.

**Article 37 :** Le Directeur Général peut, par écrit et sous sa responsabilité, requérir l'Agent Comptable de payer lorsque celui-ci a suspendu le paiement des dépenses. Il en rend obligatoirement compte au Ministre de tutelle technique dans un délai de sept (07) jours.

**Article 38 :** Le Directeur Général est assisté dans l'exercice de ses fonctions :

- d'un Secrétaire Général ;
- d'un Directeur de l'Emploi ;
- d'un Directeur de la Formation Professionnelle ;
- d'un Directeur de l'Administration et des Finances ;
- d'un Directeur des Ressources Humaines
- des Directeurs Régionaux de l'ANPE.

#### Paragraphe 2 - Du Secrétariat Général

**Article 39 :** Le Secrétariat Général est chargé de la coordination administrative des services et des activités de l'ANPE. Il est dirigé par un Secrétaire Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de la tutelle technique.

**Article 40 :** Le Secrétaire Général est chargé en particulier :

- \* d'assister le Directeur Général dans la gestion de l'ANPE ;
- \* de l'organisation matérielle du Conseil d'Administration ou de toute autre réunion où l'ANPE est impliquée au plan administratif ;
- \* de dresser les procès-verbaux et comptes rendus des réunions, notamment celles impliquant la Direction Générale.

#### Paragraphe 3 - De la Direction de l'Administration et des Finances

**Article 41 :** Le Directeur de l'Administration et des Finances assiste le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé :

- d'élaborer les avant-projets de budget ;
- de gérer les crédits alloués ;
- de tenir un tableau de bord de la consommation des crédits ;
- de tenir une comptabilité en matière des biens meubles et immeubles ;
- de participer à la commission d'attribution des marchés et au traitement des dossiers y afférents ;
- de tenir le livre - journal inventaire.

Le Directeur de l'Administration et des Finances est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de la tutelle technique.

#### Paragraphe 4 - De la Direction des Ressources Humaines

**Article 42 :** Le Directeur des Ressources Humaines est chargé d'assister le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé :

- de la gestion prévisionnelle des ressources humaines ;
- du suivi de la carrière des agents ;
- de la tenue du fichier du personnel ;
- du suivi des opérations de recrutement ;
- de la conception et de la mise en œuvre des plans de formation du personnel et de la recherche des fonds et des bourses nécessaires à cet effet ;
- de la mise en place des organes consultatifs prévus par les textes en vigueur.

#### Paragraphe 5 - De la Direction de l'Emploi

**Article 43 :** Le Directeur de l'Emploi est chargé d'assister le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé :

- de promouvoir l'emploi indépendant et l'emploi salarié ;
- de la mise en œuvre des dispositifs destinés à faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi et des promoteurs dans le monde du travail ;
- de la conception, de la coordination et du suivi de toutes les actions de partenariat avec les entreprises et les autres acteurs ;



- de la coordination des études et enquêtes sur le marché du travail ;
- de la collecte, du traitement et de la diffusion des informations relatives au marché du travail.

## Paragraphe 6 - De la Direction de la Formation Professionnelle

**Article 44** : Le Directeur de la Formation Professionnelle est chargé d'assister le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé :

- de mettre en œuvre les dispositifs destinés à faciliter la formation, l'apprentissage des jeunes, le perfectionnement des artisans et des travailleurs des entreprises ;
- d'harmoniser les programmes de formation ;
- de coordonner les actions de formation et de perfectionnement des Directions Régionales.

Le Directeur de la Formation Professionnelle est nommé par arrêté du Ministre en charge de la tutelle technique sur proposition du Directeur Général.

## Paragraphe 7 - Des Directions régionales

**Article 45** : Les Directions Régionales exercent sur leur ressort territorial respectif, les compétences et attributions qui sont dévolues à l'Agence Nationale pour l'Emploi notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des actions en matière d'emploi, d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels.

Les Directeurs Régionaux sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la tutelle technique sur proposition du Directeur Général.

## Paragraphe 8 - Des Services spécialisés

**Article 46**: Chaque direction est organisée en service dont le nombre et les attributions sont définies par le Directeur Général sur proposition du Directeur concerné et conformément aux fonctions spécifiques de son ressort. Les missions doivent être définies avec cohérence et efficience.

## Chapitre II – Du personnel

**Article 47** : Le personnel de l'Agence comprend :

- a) Les agents contractuels recrutés dans les conditions prévues par la Loi 50/60 AN du 25 juillet 1960 fixant le statut des agents temporaires des administrations et établissements publics de la Haute Volta ;
- b) Les agents de l'Etat détachés auprès de l'Agence.

## Chapitre III – De la Comptabilité

### *Section 1 – Dispositions générales*

**Article 48** : La comptabilité de l'ANPE est tenue sous la responsabilité d'un comptable public dénommé Agent Comptable ayant rang de directeur, dans les formes prescrites par l'instruction comptable des établissements publics de l'Etat à prise par arrêté du Ministre chargé des finances.

Toutefois, lorsque des circonstances particulières de gestion l'exigent, il peut être dérogé à cette réglementation par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des finances.

**Article 49 :** L'Agent Comptable est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des finances. Avant d'entrer en fonction, l'Agent Comptable est tenu de prêter serment devant le tribunal de grande instance et de constituer des garanties.

Les montants des garanties et les conditions de leur constitution sont fixés par arrêté du Ministre chargé des finances.

**Article 50 :** Il est formellement interdit au Directeur Général de s'immiscer dans le maniement des deniers publics sous peine d'être déclaré comptable de fait.

Tout comptable de fait est soumis aux mêmes obligations et assume les mêmes responsabilités qu'un comptable public, sans préjudice des sanctions administratives ou pénales qu'il peut encourir.

Il est fait obligation au Directeur Général de tenir une comptabilité administrative soit par ses soins propres, soit par l'intermédiaire d'un service ou d'un agent spécialement délégué à cette tâche.

**Article 51 :** L'Agent Comptable assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

**Article 52 :** L'Agent Comptable a l'obligation de refuser de déférer à l'ordre de réquisition de l'ordonnateur principal prescrit à l'article 39, lorsque la suspension du paiement est motivée par :

- l'absence de justification du service fait ;
- le caractère non libératoire du règlement ;
- le manque de fonds disponibles.

Pour toute réquisition exécutée ou non, l'Agent Comptable rend compte obligatoirement au Ministre chargé des Finances dans les sept (07) jours.

**Article 53 :** Dans le cadre des obligations qui lui incombent, l'Agent Comptable est tenu notamment :

- de faire diligence pour assurer la rentrée de toutes les ressources de l'Agence ;
- d'avertir l'ordonnateur de l'expiration des baux ;
- d'empêcher les prescriptions ;
- d'aviser l'ordonnateur d'avoir à requérir l'inscription hypothécaire des titres susceptibles d'être soumis à cette formalité.

## ***Section 2 – Opérations de recettes***

**Article 54 :** Les ressources de l'ANPE sont constituées par :

- \* les subventions de l'Etat ;
- \* les contributions financières nationales ou extérieures mobilisées à cet effet ;
- \* les emprunts ou autres concours financiers ;
- \* les dons et legs ;
- \* les recettes diverses.

**Article 55 :** Les subventions de l'Etat allouées à l'Agence sont reversées dans un compte Trésor. Les fonds disponibles et ceux notamment affectés aux établissements de formation peuvent être déposés, après accord du Ministre chargé des Finances et sur proposition du Conseil d'Administration, dans les établissements bancaires ou au service des chèques postaux.

**Article 56:** Sous réserve de l'application des dispositions législatives au domaine de l'Etat, les recettes de l'Agence sont liquidées par l'ordonnateur sur les bases fixées par la loi, les règlements, les délibérations du

Conseil d'Administration régulièrement approuvées, les décisions de justice et les conventions avec les partenaires.

Les conventions avec les partenaires sont passées par l'ordonnateur sous réserve des autorisations prévues à l'article 34 ci-dessus.

**Article 57 :** Les situations de recouvrement établies trimestriellement par l'Agent Comptable sont transmises au Contrôleur Financier pour prise en compte et à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour suivi.

**Article 58 :** L'autorisation préalable du Conseil d'Administration est nécessaire en matière :

- \* de baux et locations d'immeubles lorsque la durée du contrat excède trois ans ou lorsque le montant annuel dépasse le triple du montant maximum fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat ;
- \* d'aliénation de biens immobiliers après évaluation par le service des domaines ;
- \* de ventes d'objets lorsque leur valeur excède le triple du montant fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat ;
- \* d'acceptation ou de refus des dons et legs ;
- \* d'émission des emprunts.

**Article 59 :** Outre l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, celle des autorités de tutelle formulée par arrêté conjoint, est nécessaire en matière :

- \* d'acceptation ou de refus des dons et legs faits à l'établissement avec charge, condition ou affectation immobilière ;
- \* d'émission des emprunts.

**Article 60 :** Pour toute émission d'emprunt, l'établissement doit se conformer aux dispositions des articles 3, 5 et 9 du décret N° 98-221/PRES/MEF du 19 Juin 1998, portant fixation des procédures d'endettement de l'Etat et de ses démembrements.

**Article 61 :** Les produits attribués à l'établissement avec une destination déterminée, les subventions des organismes publics ou privés, les dons et legs doivent conserver leur affectation.

**Article 62 :** Dans les conditions prévues par l'article 105 du décret n° 69-197/PRES/MFC du 19 Septembre 1969, les ordres de recettes sont établis par l'ordonnateur et remis, accompagnés des pièces justificatives à l'Agent Comptable qui les prend en charge, soit au titre des opérations budgétaires, soit au titre des opérations hors budget et les notifie aux redevables.

**Article 63 :** Les créances de l'établissement qui n'ont pu être recouvrées à l'amiable font l'objet d'états rendus exécutoires par l'ordonnateur. L'Agent Comptable procède aux poursuites. Le recouvrement est poursuivi jusqu'à opposition devant la juridiction compétente.

**Article 64 :** Les créances irrécouvrables font l'objet d'états dressés par l'Agent Comptable qui en demande périodiquement l'admission en non-valeur au Conseil d'Administration.

**Article 65 :** Au début de chaque exercice, l'ordonnateur dispose d'une période dite " journée complémentaire " d'une durée de vingt (20) jours pour procéder à l'émission des ordres de recettes correspondant aux droits acquis au titre de l'exercice précédent. L'Agent Comptable dispose en fin de gestion d'une période dite " journée complémentaire comptable " d'une durée d'un (01) mois.

### ***Section 3- Opérations de dépenses***

**Article 66 :** Les dépenses de l'ANPE sont constituées par :

- les frais de personnel, traitements et indemnités ;
- les frais de fonctionnement en matériel et services ;
- les achats d'équipements nécessaires au fonctionnement du service et les investissements immobiliers;
- les charges occasionnées par les activités de l'Agence dans le domaine de l'emploi et la formation professionnelle ;
- les charges occasionnées par la formation continue des travailleurs des entreprises des secteurs moderne et informel ;
- les frais divers approuvés par le Conseil d'Administration.

**Article 67 :** En tant que de besoin, des régies d'avances et des caisses de menues dépenses pourront être ouvertes au profit des activités spécifiques des services dépendant de l'Agence.

**Article 68 :** Toutes les dépenses doivent faire l'objet d'un engagement préalable auprès du Contrôleur Financier de l'Agence. Tout acte réglementaire, contrat, convention, instruction et décision de l'ANPE et de nature à exercer des répercussions sur les finances de l'Agence, doivent être obligatoirement visés par le Contrôleur Financier de l'Agence sous peine de nullité de leurs effets sur le plan budgétaire.

**Article 69 :** Sous réserve des pouvoirs dévolus au Conseil d'Administration, l'ordonnateur de l'Agence et ses délégués ont seule qualité pour proposer l'engagement des dépenses de l'établissement.

Toutefois, l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et l'évaluation par le service des Domaines sont exigées en matière d'acquisitions immobilières.

**Article 70 :** Les engagements de dépenses sont limités soit au montant des crédits, soit au montant des autorisations de programmes inscrites au budget.

Les engagements et les liquidations sont soumis au visa du Contrôleur Financier.

**Article 71 :** Les ordres de dépenses établis par l'ordonnateur dans les conditions prévues par les articles 129 et 132 du décret N° 69-197/PRES/MFC du 19 septembre 1969 sont transmis, accompagnés des pièces justificatives, à l'Agent Comptable qui les prend en charge et procède à leur règlement.

Lorsque l'ordonnateur refuse d'émettre un ordre de dépense, le créancier peut exercer un recours devant le Président du Conseil d'Administration. Celui-ci demande, s'il y a lieu, le mandatement d'office dans la limite des crédits ouverts.

**Article 72 :** Toutes les dépenses doivent être liquidées et ordonnancées au cours de l'exercice auquel elles se rattachent. Toutefois, au début de chaque exercice, l'ordonnateur dispose d'une période dite " journée complémentaire " d'une durée de vingt (20) jours pour émettre les ordres de dépenses correspondant aux services faits au cours de l'exercice précédent.

L'Agent Comptable dispose d'une journée " complémentaire comptable " de fin de gestion d'une durée d'un (01) mois.

**Article 73:** L'Agent Comptable peut payer, sans ordonnancement préalable et sous réserve que les crédits soient disponibles au budget, certaines catégories de dépenses déterminées par arrêté du Ministre chargé

des Finances.

#### ***Section 4 - Opération de trésorerie***

**Article 74** : Sauf dérogation accordée par le Ministre chargé des Finances, toutes les disponibilités de l'Agence sont déposées chez un Comptable direct du Trésor. Sauf décision contraire du Ministre chargé des Finances, les fonds déposés au Trésor ne sont pas productifs d'intérêts.

#### ***Section 5 - Justification des opérations***

**Article 75** : Tout mandat de paiement doit être appuyé des pièces justificatives exigées pour le paiement des dépenses de l'Etat conformément à la nomenclature en vigueur.

Toutefois, pour certaines opérations non prévues par la nomenclature générale, le Conseil d'Administration peut, sur proposition de l'ordonnateur, établir une nomenclature particulière soumise à l'approbation du Ministre chargé des Finances. En cas de perte, destruction ou vol des justifications remises à l'Agent Comptable, l'ordonnateur peut seul autoriser à pourvoir à leur remplacement.

#### ***Section 6 - Comptes administratif et de gestion***

**Article 76** : A la fin de chaque période d'exécution du budget, l'Agent Comptable prépare le compte de gestion de l'Agence et l'ordonnateur le compte administratif.

**Article 77** : Le compte de gestion est contresigné par l'ordonnateur qui certifie que le montant des ordres de recettes et de dépenses est conforme à ses écritures. Il est également certifié par le Contrôleur Financier qui atteste les montants des dépenses conformes à ses écritures et ceux des recettes conformes aux situations de recouvrement reçues.

**Article 78** : Les comptes administratif et de gestion de l'ANPE sont soumis par l'ordonnateur au Conseil d'Administration dans les trois (3) mois qui suivent la clôture de l'exercice, accompagnés d'un rapport contenant tous les développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement.

Le Conseil d'Administration s'assure de la concordance entre les comptes administratif et de gestion et procède à leur arrêt.

**Article 79** : Le compte de gestion examiné par le Conseil d'Administration est soumis au Ministre chargé des Finances pour mise en état d'examen et transmission à la Cour des Comptes dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice.

### **Chapitre IV – Du Contrôle de gestion**

**Article 80** : l'ANPE est soumise au contrôle ou à l'inspection des différents corps de contrôle de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Inspection Générale d'Etat ;
- l'Inspection Générale des Finances ;
- le Contrôle Financier ;
- les structures de contrôle du Trésor Public ;
- les corps de contrôle du Ministère chargé de l'Emploi.

**Article 81** : il est créé, au sein de l'ANPE un service de Contrôle Interne chargé notamment :

- \* de comparer périodiquement les résultats avec les prévisions, d'interpréter les écarts ;
- \* de faire prendre les mesures correctives nécessaires ;
- \* de contrôler le respect des procédures comptables et administratives et périodiquement, la caisse et les stocks.

Le responsable du Contrôle Interne a rang de directeur.

Il est nommé par arrêté du Ministre en charge de la tutelle technique sur proposition du Directeur Général.

## **Titre II : Dispositions diverses**

**Article 82** : l'ANPE présente annuellement à l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat, ses rapports d'activités et ses comptes financiers.

**Article 83** : l'ANPE est tenue de notifier annuellement à la Direction de la Dette Publique sa situation d'endettement.